

Les congés parentaux dans le monde

Mise à jour du document *Dispositions des régimes d'assurance parentale dans certains pays d'Europe : comparaison avec le Québec*

3. Australie

Maternité

- 18 semaines du congé parental sont réservées à la mère.
- Payé au salaire minimum du pays
- Les travailleuses autonomes ne sont admissibles à aucun congé.
- Le financement provient des fonds publics.

Paternité

- 2 semaines
- Payé au salaire minimum
- Financement identique à celui du congé de maternité

Congé parental

- 52 semaines pour chaque parent (18 semaines de maternité et 2 semaines de paternité inclus)
- Non payé

Adoption

- Même que le congé parental

Congés de maternité, de paternité, d'adoption et parentaux en Australie – situation en avril 2015

	Durée	Montant assurable
Congé de maternité	<ul style="list-style-type: none">• 18 semaines du congé parental• Travailleuse autonomes non admissibles	Salaire minimum
Congé de paternité	2 semaines	Salaire minimum
Congé parental	52 semaines pour chaque parent	Non payé
Congé d'adoption	Même que le congé parental	Même que le congé parental

Source : *International review of leave policies and related research 2015*, Institute of Education, Université de Londres, situation en avril 2015.

* Note : Ce document donne un aperçu des congés, assortis ou non d'un remplacement de revenus, prévus dans certains pays. Toutefois, il ne saurait prétendre faire un tour exhaustif de la situation dans chacun des pays. Comparer des programmes entre divers pays est un exercice complexe nécessitant la compréhension de plusieurs détails qui ne sont pas toujours disponibles dans la documentation accessible. Ainsi, toute comparaison peut être difficile dans la mesure où elle ne tient pas compte des nombreux éléments de contexte, de l'histoire dans lesquels s'inscrivent les dispositifs ainsi que des autres programmes propres à chaque pays.

Les renseignements contenus dans le présent document sont principalement tirés du *International review of leave policies and related research 2015* et décrivent la situation en vigueur en 2015. La situation de certains pays a donc pu changer depuis.